



Rapport Financier Annuel

Période de référence
du 10/2010 au 09/2011 (12 mois)

Exercice 2010/2011



Sommaire

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS	2
COMPTES ANNUELS	
ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS	16
COMPTES CONSOLIDES	
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES	48
DU 16 FEVRIER 2012	
RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE	
ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	82
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE	
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	84
RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES	

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS
COMPTES ANNUELS

Septembre 2011

1 Bilan

BILAN ACTIF	Note	Exercice 2011			Exercice 2010
		Brut	Amort & Prov	Net	Net
Immobilisations Incorporelles	3.3.1	75	37	38	9
Immobilisations Corporelles	3.3.1	50	6	44	56
Immobilisations Financières (1)	3.3.1	67 214	7 227	59 987	59 483
ACTIF IMMOBILISE		67 339	7 270	60 069	59 548
Creances Clients & Cpts Ratt	3.3.2	247		247	233
Creances Diverses	3.3.2	24 150		24 150	20 261
Valeurs Mobilières de Placement (2)	3.3.3	4 948	109	4 839	8 863
Disponibilités		35		35	39
Charges Constatées d'Avance	3.3.7	25		25	17
ACTIF CIRCULANT		29 405	109	29 296	29 413
TOTAL GENERAL		96 744	7 379	89 365	88 961

(1) Dont Titres de participation pour K€ 63 706 en valeur brute, provision sur titres pour K€ 6 805

(2) Dont actions propres pour K€ 491

BILAN PASSIF	Note	Exercice 2011	Exercice 2010
Capital	3.3.4	25 000	25 000
Primes d'Emission, Fusion et apport	3.3.4	3 455	3 455
Réserve Légale	3.3.4	1 534	1 281
Autres Réserves	3.3.4	20 000	17 500
Report à Nouveau	3.3.4	580	253
Provisions réglementées	3.3.4	30	10
Résultat	3.3.4	5 970	5 042
CAPITAUX PROPRES		56 569	52 541
Provisions pour Risques et Charges	3.3.5	3	2
PROVISIONS		3	2
Emprts & Det.c/o Ets Crdt...(2)	3.3.2	17 784	9 621
Emprunts & Dettes Fin.Divers.	3.3.2	14 462	26 231
Dettes Fournisrs & Cpts Ratt	3.3.2	180	192
Dettes Fiscales et Sociales.	3.3.2	293	318
Dettes sur immobilisations	3.3.2		
Autres	3.3.2	74	56
TOTAL DETTES (1)		32 793	36 418
TOTAL GENERAL		89 365	88 961

(1) Dettes et produits constatés d'avance à - d'un an

20 129 29 451

(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques

136 63

Septembre 2011

2 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2011	Exercice 2010
Chiffre d'Affaires Net		1 116	1 150
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		16	14
Autres Produits			2
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 132	1 166
Autres Achats externes		835	680
Impots, Taxes & Assimilés		82	20
Charges de Personnel	3.5.1	575	603
Dotations aux Amortis. & Provisions		12	5
Autres Charges		20	20
CHARGES D'EXPLOITATION		1 524	1 328
RESULTAT EXPLOITATION (I)	(1) (2)	-392	-162
Produits de Participation..(3)		3 738	3 693
Autres Inter. & Prod. Assimil.(3)		413	259
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		574	233
Produits / cessions de valeurs mob. placement		15	19
PRODUITS FINANCIERS		4 740	4 204
Dotations aux Amortis. & Provisions		11	772
Interets & Charges Assimil.(4)		861	796
Charges / cessions de val mob placement			
CHARGES FINANCIERES		872	1 568
RESULTAT FINANCIER (II)		3 868	2 636
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I +II)		3 476	2 474
Sur Operations en Capital...		70	4
Reprises sur provisions		3	3
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		73	7
Sur Operations de Gestion...			
Sur Operations en Capital...		6	6
Dotations amortiss et provisions		23	0
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		29	6
= RESULTAT EXCEPT.	3.4.1	44	1
Particip. des Salaries....(IX)		0	0
Impots sur les Benefices...(X)	3.4.2	-2 449	-2 566
Total des produits		5 945	5 377
Total des charges		-24	336
BENEFICE OU PERTE		5 969	5 041

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

4 053 3 838

329 265

3 Annexe

3.1 Faits majeurs de l'exercice

Aucun fait majeur n'est à signaler

3.2 Principes et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties suivant le mode linéaire :

- Concessions, brevets, licences, logiciels 1 à 10 ans linéaire

3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisation ne sont pas inclus dans le coût des productions de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel de transport 4 à 10 ans linéaire
- Matériel de bureau informatique 4 à 10 ans linéaire
- Mobilier 15 ans linéaire.

3.2.3 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation et autres titres immobilisés correspond au coût d'achat hors frais accessoires. Les créances rattachées à des participations sont évaluées à leur coût historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute. Cette valeur d'usage est appréciée au cas par cas en tenant compte notamment de la situation générale, des perspectives d'activités et de résultats de chacune des sociétés concernées.

3.2.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.5 Valeurs mobilières de placement

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire correspondant au cours de clôture est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée à la clôture.

Les stocks options sont comptabilisés dans les VMP.

3.2.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la monnaie de référence à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises

Septembre 2011

figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

3.2.7 Provision pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du C.R.C., les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Elles sont évaluées en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultations des experts et conseils de l'entreprise.

- Le montant comptabilisé au titre de la provision pour retraite a été évalué suivant la méthode actuarielle dite au prorata "des droits au terme" autrement dénommée "méthode rétrospective des unités de crédit projetées". Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé à ce titre."

3.2.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments de résultat qui ne se rattachent pas aux activités ordinaires de l'entreprise.

Il comprend également les éléments qui, bien que se rattachant aux activités ordinaires, présentent un caractère exceptionnel dans leurs montants et leur survenance.

3.2.9 Impôt sur les bénéfices

La société LACROIX SA (société tête de Groupe) et ses filiales intégrées (toutes détenues à plus de 95%) ont décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale des groupes prévu par les articles 223 et suivants

du CGI, en date du 27 septembre 1996, pour 5 ans à compter du 1er octobre 1996. L'option pour l'intégration fiscale a fait l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction à compter du 1er octobre 2001.

L'impôt pris en charge par les filiales est celui qu'elles auraient supporté en l'absence d'intégration fiscale, la mère comptabilisant en résultat les différentiels d'impôts provisoires ou définitifs provenant de l'application du régime.

Au 30/09/2011, le périmètre fiscal intègre les entités suivantes :

Liste des filiales

Kangourou EST
Kangourou OUEST
Kangourou PACA
Kangourou IDF
Kangourou SUD OUEST
Kangourou Normandie
Kangourou Nord Pas de Calais
Kangourou Rhones Alpes
Kangourou Aquitaine
Lacroix Electronics
Lacroix Electronics Solutions
Lacroix Océan Indien
Lacroix Signalisation
Lacroix Sofrel
Lacroix Trafic
SAAM
Lacroix III
Lacroix IV
Lacroix City
Société des Signalisations

3.3 Notes sur le Bilan

3.3.1 Variation de l'actif immobilisé, amortissements et provisions

VALEURS BRUTES	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	37	38	0	75
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions, Matériel de bureau, informatique, installations	60	24	33	51
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations (1)	63 707	0	2	63 705
Prêts et autre immobilisations financières	3 521	485	498	3 508
TOTAL	67 325	547	533	67 339

AMORTIS. & PROVISIONS	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	28	9	0	37
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions, Matériel de bureau, informatique, installations	3	2	0	5
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations (1)	6 805	0	0	6 805
Prêts et autre immobilisations financières	941	11	530	422
TOTAL	7 777	22	530	7 269

Les mouvements de prêts et autres immobilisations financières concernent des actions propres non affectées aux différents plans ainsi que le contrat de liquidité.

(1) Dépréciation des titres de l'électronique (Note 3.5.6).

Septembre 2011

3.3.2 Etat des Créances et des dettes

ETAT DES CREANCES & DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etat des créances				
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 508			3 508
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	247	247		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		0		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Autres impôts, taxes et assimilés Divers	649 35	649 35	
Groupe et associés	23 441	23 441		
Debiteurs divers	24	24		
Charges constatées d'avance	25	25		
TOTAUX	27 929	24 421	0	3 508
Etat des dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	à 1 an maximum à l'origine à plus d'un an à l'origine	208 17 576	208 4 910	12 665 0
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	181	181		
Personnel et comptes rattachés	135	135		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	94	94		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	48 16	48 16	0 0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	14 462	14 462		
Autres dettes	74	74		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	32 794	20 128	12 665	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	10 600			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 523			

Septembre 2011

3.3.3 Valeurs mobilières de placement

	Exercice 2011	Exercice 2010
Actions propres (1)	491	426
Contrat de liquidité	10	10
Placement (2)	4 447	8 579
TOTAL	4 948	9 015
PROVISIONS	109	153
VALEURS NETTES	4 839	8 862

(1) A la clôture de l'exercice, la société détient 22 113 titres pour un montant de 491 K€. Les actions propres détenues couvrent la totalité des engagements liés aux stocks options.

(2) Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à 4.447 K€ au 30/09/11.

3.3.4 Capital

Le capital social est constitué de 3 766 560 actions pour un montant de 25 000 000 Euros, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives détenues depuis plus de trois ans par le même actionnaire.

3.3.4.1 Variation des capitaux propres

	Montant Début exercice	Affectation Résultat N-1	Variation	Montant Fin exercice
Capital	25 000			25 000
Primes	3 455			3 455
Réserve légale	1 282	252		1 534
Autres Réserves	17 500	2 500		20 000
Report à Nouveau	253	327		580
Résultat	5 042	-5 042	5 970	5 970
Provisions règlementées	10		20	30
TOTAL	52 542	-1 963	5 990	56 569

Distribution de dividendes pour 2 072 K€ (dont K€ 109 revenant aux actions d'auto-contrôle)

3.3.4.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2011
Ouverture	196 352
Acquisitions	22 246
Cessions	(20 025)
Clôture (1)	198 573

(1) Au 30 septembre 2011, la valeur historique des actions propres inscrites dans les comptes sociaux de LACROIX SA est de K€ 3 996. Compte tenu de la moyenne des cours de bourse du mois de septembre 2011, une provision de 531 K€ est comptabilisée, ramenant la valeur de celles-ci à 3.465 K€

Septembre 2011

3.3.5 Etat des Provisions

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
Provisions risques & charges				
- Risques levée stock options	0	0	0	0
- Indemnités départ retraite	2	1	0	3
TOTAL	2	1	0	3

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles.

- Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 4,45%

3.3.6 Stocks options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2011		Exercice 2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	20.19	92 328	20.36	101 328
Octroyés				
Levées				
Non activable (suite départ)	20.70	(3 000)	22.05	(9 000)
Clôture	20.16	89 328	20.19	92 328

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21.12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21.09	26 250
déc.-2006	déc.-2010	20.70	18 000
févr.-2008	févr.-2012	22.73	6 000
oct.-2008	oct.-2012	17.01	21 000
			89 328

Septembre 2011

3.3.7 Comptes de régularisation

Produits à recevoir

	Exercice 2011	Exercice 2010
Clients, factures à établir	46	53
Intérêts courus	40	77
Total	86	130

Charges constatées d'avance

	Exercice 2011	Exercice 2010
Charges exploitation	25	17
Charges financières		
Total	25	17

Charges à payer

	Exercice 2011	Exercice 2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	71	57
Fournisseurs	94	0
Dettes fiscales et sociales	215	208
Autres dettes	12	53
Total	392	318

3.3.8 Postes du bilan concernant les entreprises liées

	Exercice 2011
Immobilisations financières (valeur brute) (1)	63 706
Créances	23 688
Dettes	14 582

(1) montant brut pour lequel il existe une provision de 6 805 K€ (note 3.3.1)

3.4 Notes sur le Résultat

3.4.1 Détail de charges et produits exceptionnels

	Exercice 2011
Pénalités	
Cessions immobilisations financières	2
Cessions valeurs mobilières de placement	4
Mali sur rachat d'action	
Dotations amortissements dérogatoires	23
Provision valeur mobilières placements	
Total Charges	29
Cessions immobilisations financières	28
Cessions valeurs mobilières de placement	42
Boni sur rachat d'action	
Reprise provision risques et charges	
Reprise amortissements dérogatoires	3
Total Produits	73
RESULTAT EXCEPTIONNEL	44

3.4.2 Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt	Après Impôt
RESULTAT COURANT	3 477		3 477
RESULTAT EXCEPTIONNEL	44		44
PARTICIPATION			0
INTEGRATION FISCALE : charge d'impôt		2 449	2 449
RESULTAT NET	3 521	2 449	5 970

3.4.3 Sociétés intégrées fiscalement

La société est tête de groupe d'un périmètre fiscal. La liste des entités membres de ce périmètre est présentée en note 3.2.9.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique, en l'absence d'intégration fiscale, est une économie de 2 449 K€.

Septembre 2011

3.4.4 Charges et produits concernant les entreprises liées

	Exercice 2011
Charges d'exploitation	418
Charges financières	329
Produits d'exploitation	1 113
Produits financiers	4 053
Charges exceptionnelles	0
Produits exceptionnels	0

3.4.5 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

	Ouverture		Variations		Cloture	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
NATURE						
I. Décalages certains ou éventuels						
<i>Charges non Déductibles temporairement</i>						
Provision pour impôts						
Indemnités départ retraite	2		1		3	
Autres						
II. Impact des éléments à imputer (antérieur à l'intégration fiscale)						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins value à Long Terme						
III. Régime de l'intégration fiscale						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins values nettes à Long Terme						
IV. Eléments de Taxation Eventuelle						
Plus value en sursis d'imposition (titres)						0
Montant de la Réserve Spéciale des						
Plus- Values à Long Terme (base d'impôt)						

L'impact des plus values à long terme à la clôture est évalué au taux de 0 % ,

3.5 Renseignements divers

3.5.1 Effectifs

L'effectif moyen hors mandataire pour l'exercice s'est élevé à 3 personnes (cadres).

3.5.2 DIF

Les droits acquis au titre du plan individuel à la formation sont :

	Exercice 2011
Droits acquis à l'ouverture	300
Droits acquis sur la période	25
Droits consommés	-120
Autres variations	0
Droits acquis à la clôture	205

3.5.3 Identification de la société consolidante

VINILA INVESTISSEMENTS
SAS au capital de 65 000 Euros
n° SIRET : 354 034 993 00023

3.5.4 Engagements financiers

	Exercice 2011
Avals et cautions donnés aux filiales	306
Dettes garanties par des suretés réelles	
Effets escomptés non échus	
Engagement de rachat d'actions	899

3.5.5 Rémunération des Dirigeants

Les rémunérations versées, au titre de l'exercice, aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance, à raison de leurs fonctions dans la société s'élèvent à 355 K€.

Septembre 2011

3.5.6 Filiales et participations

	Capital social	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Montant des cautions & avals donnés	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes Encaissés au cours de l'exercice	Observation
				Brute	nette						
1. Filiales détenues à plus de 50%											
LACROIX SIGNALISATIO	14 250	31 681	96.85%	13 606	13 606			65 591	3 580		
LACROIX SOFREL	5 500	7 505	97.32%	13 127	13 127			27 227	4 990	3 738	
LACROIX ELECTRONIQU	34 000	-6 133	99.997%	36 962	30 157	23 430		68 390	-2 063		
LACROIX IIII	5	3	100.00%	10	10				-1		
2. Participations détenues entre 10 et 50 %											
3. Participation inférieure à 10 %											
TOTAL											
				63 705	56 900	23 430				3 738	

3.5.7 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu durant la période.

ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS
COMPTES CONSOLIDES

Septembre 2011

1 Bilan consolidé

Actif	Note n°	Exercice 2011	Exercice 2010
		12 mois	12 mois
Actifs non courants			
Goodwill	8.1	9 770	9 770
Immobilisations Incorporelles	8.2	1 938	2 186
Immobilisations Corporelles	8.3	43 803	44 734
Actifs financiers non courants	8.4	547	575
Participations dans les entreprises associées	8.5	6	16
Actifs d'Impôt différé	8.19	2 467	2 404
Total des actifs non courants		58 530	59 685
Actifs courants			
Stocks et en-cours	8.7	52 839	49 272
Créances clients	8.8	81 117	74 191
Autres créances	8.9	7 304	9 007
Trésorerie et équivalents	8.10	9 315	12 896
Total des actifs courants		150 576	145 365
Actifs des activités destinées à être cédées			218
TOTAL DE L'ACTIF		209 106	205 268

Passif	Note n°	Exercice 2011	Exercice 2010
		12 mois	12 mois
Capitaux propres			
Capital	8.11	25 000	25 000
Primes		3 455	3 455
Réserves consolidées		51 848	53 868
Résultat consolidé		8 417	706
Capitaux propres (part du groupe) :	4	88 720	83 029
Intérêts minoritaires :	4	259	676
Total des Capitaux propres		88 979	83 704
Passifs non courants			
Autres fonds propres		252	239
Provisions non courantes	8.12	13 479	17 134
Dettes financières à long terme	8.13	18 397	14 487
Passifs d'Impôt différé	8.19	3 385	3 985
Total des Passifs non courants		35 512	35 845
Passifs courants			
Dettes financières à court terme	8.13	23 295	20 506
Dettes fournisseurs	8.14	33 272	37 887
Autres dettes	8.14	28 049	27 325
Total des Passifs courants		84 616	85 718
Passifs des activités destinées à être cédées			
TOTAL DU PASSIF		209 106	205 268

2 Etat du Résultat Global

2.1 Compte de Résultat Consolidé

P&L	Note n°	Exercice 2011 12 mois	Exercice 2010 12 mois
Chiffre d'affaires	9.2	303 461	263 952
Autres produits de l'activité		273	200
Achats consommés		(146 623)	(122 189)
Charges de personnel	8.15	(86 760)	(77 381)
Sous-traitance et Charges externes		(48 053)	(41 749)
Impôts et taxes		(4 971)	(4 580)
Dotations aux amortissements et provisions	8.16	(7 980)	(7 661)
Variations de stocks et de produits en cours		2 653	2 764
Autres produits et charges courants		14	(173)
Résultat opérationnel courant	9.2	12 013	13 183
Autres produits et charges opérationnels	8.17	46	(7 720)
Résultat opérationnel		12 059	5 463
Charges et produits financiers	8.18	(1 653)	(1 492)
Charges d'impôts	8.19	(1 844)	(3 104)
Mise en équivalence	8.5	(9)	(38)
Résultat net		8 554	828
Résultat net - Part des minoritaires	4	137	123
Résultat net - Part du groupe		8 417	706
Résultats par action			
Résultat de base par action (en €)		2.36	0.20
Résultat dilué par action (en €)		2.30	0.19

2.2 Etat du Résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres

	Note n°	Exercice 2011 12 mois	Exercice 2010 12 mois
Résultat net		8 554	828
Ecarts de conversion		(1 405)	576
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		439	(214)
Ecarts actuariels sur les régimes de prestations définies		355	(590)
Total des gains et des pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres (1)		(611)	(228)
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres	4	7 943	600
Dont part du Groupe		7 806	477
Dont part des Intérêts minoritaires		137	123

(1) Montant Net d'impôt

3 Tableau des flux de trésorerie

	Note n°	Exercice 2011 12 mois	Exercice 2010 12 mois
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat de l'ensemble consolidé		8 554	828
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions		3 489	13 855
- Variation des impôts différés		(616)	671
- Plus-values de cession, nettes d'impôt		(53)	60
- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		9	38
- Charges et produits calculés liés aux stock-options		36	104
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		11 419	15 557
Ecart de conversion sur la Marge brute d'autofinancement			
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(12 832)	(4 864)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(1 413)	10 693
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations		(5 954)	(5 286)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		238	368
Subventions d'investissement			
Incidence des variations de périmètre		262	(252)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(5 453)	(5 169)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires		(2 092)	(1 147)
Augmentations de capital en numéraire			
Variation des autres fonds propres		(147)	563
Emissions d'emprunts		11 169	684
Remboursements d'emprunts		(4 512)	(9 287)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		4 418	(9 187)
Variation de trésorerie		(2 449)	(3 663)
Trésorerie d'ouverture		114	3 949
Trésorerie de clôture	8.10	(2 122)	114
Incidence des variations de cours des devises		(213)	172

4 Variation des Capitaux propres

Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées (1)	Résultat de l'exercice	Autres		Total Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL capitaux propres
					Ecarts de conversion (2)	Titres de l'entreprise consolidante			
Exercice 30/09/2009	25 000	3 455	59 350	214	(495)	(3 898)	83 625	557	84 182
Affectation du résultat 2009			214	(214)					
Distributions de Dividendes			(1 146)				(1 146)		(1 146)
Variation des actions propres			0			6	6		6
Changements de méthodes									
Stocks option			104				104		104
Résultat net de l'exercice 2010				706			706	123	828
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(804)		576		(228)		(228)
Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			(804)	706	576		477	123	600
Autres mouvements			(38)				(38)	(4)	(41)
Exercice 30/09/2010	25 000	3 455	57 679	706	81	(3 893)	83 029	676	83 704
Affectation du résultat 2010			706	(706)					
Distributions de Dividendes			(2 070)				(2 070)	(26)	(2 096)
Variation des actions propres			34			(69)	(35)		(35)
Changements de méthodes									
Stocks option (3)			36				36		36
Résultat de l'exercice 2011				8 417			8 417	137	8 554
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			794		(1 405)		(611)		(611)
Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres			794	8 417	(1 405)		7 806	137	7 943
Autres mouvements			(45)				(45)	(528)	(573)
Exercice 30/09/2011	25 000	3 455	57 133	8 417	(1 324)	(3 961)	88 720	259	88 979

(1) Dont Réserves légales, réglementées, autres réserves et report à nouveau pour K€ 22 114

(2) L'écart de conversion est lié à la Pologne.

(3) Correspond à l'étalement de la charge sur plan de SO

5 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Périmètre Fiscal	Exercice 2011		
				Méthode consolidation	% contrôle	% intérêt
SOCIETE CONSOLIDANTE						
LACROIX S.A.	855 802 815	St Herblain	1	MERE	100.00%	100.00%
SOCIETES INTEGREES						
BRANCHE SIGNALISATION						
LACROIX SIGNALISATION	409 065 984	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU EST	344 679 022	Strasbourg	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU IDF	340 835 479	Herblay	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU NORMANDIE	492 337 555	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU OUEST	478 588 700	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU PACA	439 903 576	Marseille	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU RHONE ALPES	492 139 472	Vault en Velin	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU SUD OUEST	478 583 875	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX OCEAN INDIEN	343 852 836	Le Port	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX MAYOTTE	497 884 031	Mamoudzou		IG	100.00%	99.85%
LACROIX PACIFIC	1 011 600	Nouméa		ME	49.00%	48.93%
KANGOUROU NORD PAS DE CALAIS	492 337 571	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
KANGOUROU A QUITAINE	498 992 163	Artigues	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX TRAFIC	443 342 746	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX CITY	512 538 265	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
SOCIETE DES SIGNALISATIONS	301 331 435	Artigues	1	IG	100.00%	99.85%
SAAM	861 200 574	Saint Eloy mines	1	IG	100.00%	98.10%
NORTE INDUSTRIAL	A48 042 303	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
LACROIX SENALIZACION	A12 329 827	ESPAGNE		IG	100.00%	99.85%
ISVIAL	B95 616 934	ESPAGNE		ME	33.33%	33.28%
LACROIX 3	512 996 851	Saint Herblain	1	IG	100.00%	99.85%
LACROIX 4	514 345 602	Saint Herblain	1	IG	100.00%	100.00%
LTI SUD EST	383 076 684	Carros		IG	100.00%	0.00%
BRANCHE TELEGESTION						
LACROIX SOFREL	409 065 810	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	100.00%
LACROIX SOFTEC	405 249	ITALIE		IG	100.00%	100.00%
SOFREL ESPANA	ESA81573113	ESPAGNE		IG	100.00%	100.00%
BRANCHE ELECTRONIQUE						
LACROIX ELECTRONICS	409 064 151	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS	RHB11614	POLOGNE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS		TUNISIE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS SERVICE TUNISIE		TUNISIE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS GmbH		ALLEMAGNE		IG	100.00%	100.00%
LACROIX ELECTRONICS SOLUTIONS	378 445 647	Vern sur Seiche	1	IG	100.00%	100.00%

Méthodes de Consolidation

IG : Intégration globale - ME : Mise en Equivalence

- (1) Sociétés clôturant au 31 décembre
- (2) Société SNU, en Pologne, non consolidée mais dont le crédit bail, représentant sa seule activité, est retraité dans la société LACROIX ELECTRONICS depuis 10 ans.
- (3) Entités Ad' hoc
- (4) Changement de dénomination sociale

6 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

6.1 Informations générales sur l'entreprise

Cotée sur Eurolist, Compartiment C, LACROIX SA est une société anonyme de droit français.

Les activités et l'organisation du groupe sont présentées dans le rapport de gestion.

6.2 Référentiel comptable

6.2.1 Principes généraux

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 30 septembre 2011 en appliquant la totalité des normes IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne

Les autres normes, amendements et interprétations IFRS suivants n'ont pas d'impact sur les comptes :

- IAS 39 (révisée) : Instruments éligibles à la comptabilité de couverture - IFRS 1 (révisée) : Première adoption des IFRS - IFRIC 17 : Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires - IFRIC 18 : Transfert d'actifs par les clients - Amendements à IFRS 2 : Transactions intra-groupe réglées en trésorerie - Amendements à IFRS 1 : Exemptions complémentaires pour les premiers adoptants - Amendements à IAS32 : Classement des droits de souscription émis - Les améliorations aux normes internationales d'information financières de 2009.

6.2.2 Présentation des états financiers

Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le

cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

6.3 Utilisation des estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

6.4 Modalités de consolidation

6.4.1 Méthodes de consolidation

Filiales du groupe :

- Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers

Septembre 2011

des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées et co-entreprises:

- Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mises en équivalence et co-entreprises.

Méthodes appliquées au groupe :

- Au 30 septembre 2011, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par LACROIX SA, à l'exception des entités LACROIX PACIFIC et ISVIAL consolidées selon la méthode de mise en équivalence.
- Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 5.

6.4.2 Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis :

- Pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture
- Pour le compte de résultat au cours moyen de clôture.
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion »

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des parités appliquées :

1 ML = x EUR	Ouverture	Moyen	Clôture	Moyen N-1
Zloty (PLN)	0.25183	0.24955	0.22701	0.24822
Franc CFP (XPF)	0.00838	0.00838	0.00838	0.00838

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

6.4.3 Élimination des opérations intragroupe

Conformément à la réglementation, les soldes bilantiels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latentes découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

6.4.4 Regroupements d'entreprises

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, qu'il convient d'effectuer au moins une fois par an et plus souvent lorsque des événements ou des circonstances font apparaître des indices de perte de valeur.

Des tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (U.G.T). Ils consistent à comparer la valeur comptable de l'U.G.T. à sa valeur recouvrable.

- La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Le Groupe a mis en place une méthodologie de test fondée sur la méthode DCF (Discounted Cash Flows) à partir de Business Plans établis pour

Septembre 2011

chaque branche d'activité (cette dernière correspondant à la notion d'U.G.T.)

La note 8.1 présente les hypothèses retenues

6.5 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe sont les suivants :

6.5.1 Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de cumul des amortissements, et des éventuelles pertes de valeur.

6.5.1.1 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges.

Concernant les frais de développement, le Groupe a élaboré une procédure de suivi des frais permettant de recenser toutes les informations utiles pour l'identification, la valorisation et le suivi des dépenses.

Lorsque les dépenses qualifiées de développement satisfont aux critères d'activation, elles sont activées. Dans le cas contraire, elles sont comptabilisées en charges.

6.5.1.2 Amortissement et dépréciation

Les actifs incorporels immobilisés ont une durée de vie déterminée. L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

	Durée
Concessions, brevets, licences	3 à 10 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

- Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les tests de dépréciation sont faits sur la base des cash-flows futurs actualisés.

6.5.2 Immobilisations corporelles

6.5.2.1 Actifs corporels non courants

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

6.5.2.2 Amortissement et dépréciation

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durée
Aménagements sur terrains	5 ans
Constructions d'exploitation	20 à 40 ans
Installations et agencements des constructions	10 à 12 ans
Matériel et outillage	8 à 15 ans
Installations et agencements du matériel	8 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 15 ans

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ainsi, lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à

Septembre 2011

son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

6.5.3 Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués.

Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

6.5.4 Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : les actifs de transaction, les prêts et créances, les actifs disponibles à la vente.

- Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « réserve de réévaluation ». En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.
- Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.
- Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication

objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

6.5.5 Gestion des risques financiers

Couverture de change et de taux :

- Les opérations de couverture font l'objet d'une analyse par un expert indépendant de manière à assurer un traitement conforme aux normes IAS 32 et IAS 39 dès lors qu'elles présentent un caractère significatif.

6.5.6 Stocks et travaux en-cours

Les stocks et encours de production sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est déterminé selon la méthode "premier entré, premier sorti". Ce coût inclut notamment les coûts de matière et de la main d'œuvre directe ainsi que les charges indirectes strictement imputables à la production.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminés dans le résultat consolidé.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

6.5.7 Créances clients

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur juste valeur. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement à la clôture.

6.5.8 Disponibilité et Trésorerie

Le poste « Disponibilités » comprend les disponibilités bancaires et les placements immédiatement disponibles.

Septembre 2011

Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

6.5.9 Capital et réserves

Lorsque le Groupe rachète ou vend ses propres actions :

- Le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste « actions propres » jusqu'à leur cession.
- Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée dans les capitaux propres.

6.5.10 Subventions publiques

Les subventions sont intégrées dans les comptes, lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- Le groupe se conformera aux conditions attachées aux financements.
- Les subventions seront reçues.
- Pour les subventions publiques liées à des actifs, le Groupe a retenu de présenter le financement en minoration de la valeur de l'actif associé.

6.5.11 Provisions pour risques et charges

Lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation, alors le Groupe comptabilise une provision.

6.5.12 Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite :

- Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à

prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. La note 8.12.1 présente les hypothèses retenues.

- Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.
- La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.
- Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses actuarielles et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.
- Le coût financier et le coût des services rendus sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Paiements fondés sur des actions :

- Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition (4 ans) des droits d'exercice pour les salariés.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes. La charge est répartie sur la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation des réserves.

6.5.13 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes

Septembre 2011

6.5.14 Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe.

- Groupe LACROIX SA

Le périmètre fiscal est détaillé en note 5.

Taux d'impôt par pays :

	Exercice 2011
Allemagne	30 à 33%
Espagne	30.00%
France	33.33%
Italie	31.30%
Pologne	19.00%
Tunisie (1)	

(1) Exonération temporaire jusqu'en 2015

6.5.15 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

6.5.16 Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

- Le groupe dispose d'une catégorie d'instrument dilutif : les stocks options.

6.5.17 Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon la notion de secteur d'activité. Le choix de ce niveau et sa décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

- Le secteur d'activité constitue le seul niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activités suivants :
 - Signalisation
 - Télégestion
 - Electronique

7 Comparabilité des comptes

7.1 Changements comptables

Aucun changement de méthode comptable sur la période.

7.2 Variations de périmètre

7.2.1 Entrées de périmètre

Juin 2011

- Reprise partielle des activités bureau d'étude de TES France par LACROIX ELECTRONICS SOLUTIONS, suite à validation du plan de cession par le Tribunal de Commerce de Rennes en date du 26 mai 2011.
 - Cette opération permet à Lacroix d'élargir son offre de Design qui, adossée à ses outils de production complémentaires, vient conforter sa position d'acteur majeur dans l'EDMS (Electronics Design and Manufacturing Services) en Europe.
 - L'impact sur les comptes consolidés au 30 septembre 2011 est de K€ 498 en termes de CA et de K€ - 1 584 au niveau du ROC

7.2.2 Cessions de titres de participation

Entité ATLAS

- Les actifs et passifs de cette entité avaient fait l'objet d'une présentation en application de la norme IFRS 5 à fin septembre 2010

- Cession d'ATLAS courant décembre 2010 (Note 8.17)

Entité COTEAU

- Dans le cadre de la rationalisation de son organigramme, le groupe a cédé l'ensemble de sa détention minoritaire. COTEAU est cependant toujours membre du périmètre de consolidation en tant qu'entité Ad' hoc sans aucun lien capitalistique avec le groupe.

- Cession de COTEAU à fin juin 2011

7.2.3 Restructuration interne

Entité BERKLEY PACKAGING

- Opération de fusion avec effet rétroactif à l'ouverture dans LACROIX TRAFIC

7.2.4 Changements de méthodes de consolidation

Aucun changement de méthode de consolidation sur la période.

7.3 Acquisitions ou cessions de participations post-clôture

Aucune opération de ce type entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes.

8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en K€.

8.1 Goodwill

Entreprises concernées	Valeur brute			Dépréciation				Valeur nette	
	Ouverture	Variation	Clôture	Ouverture	Dotation	Autres	Clôture	Ouverture	Clôture
Branche SIGNALISATION	3 397		3 397					3 397	3 397
Branche TELEGESTION	1 487		1 487					1 487	1 487
Branche ELECTRONIQUE	10 876		10 876	5 991			5 991	4 885	4 885
Total	15 760		15 760	5 991			5 991	9 770	9 770

Le Groupe a procédé à la réalisation de test de dépréciation lors de la clôture, suite à l'actualisation des business plans. Sur la base des valorisations obtenues des UGT, aucune dépréciation n'a été pratiquée

8.1.1 Dépréciation des goodwill

Les paramètres suivants ont été appliqués pour la réalisation, sur l'exercice, des tests de dépréciation :

- Taux d'actualisation de 8.5%.
- Cash-flows calculés sur des plans à 3 ans (excepté pour la branche Electronique : 9 ans)
- Taux de croissance à l'infini de 2%

La sensibilité de la dépréciation du goodwill aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. Ces résultats sont vrais pour chacune des trois UGT :

	Variation	Impact GW
Variation du taux d'actualisation des FDT	0.50%	0
Variation du taux de croissance à l'infini	-0.50%	0

Septembre 2011

8.2 Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Frais d'établissement	4						4
Frais de recherche et développement	89						89
Concessions, brevets, licences, logiciels	3 715	284	(13)			39	4 024
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	2 926						2 926
Droit au bail	9						9
Autres immobilisations incorporelles	1 157	8			(29)		1 136
Avances et acomptes versés	7		(7)				(0)
Total	7 906	292	(20)		(29)	39	8 188
Amortissements et provisions							
Frais d'établissement	(4)						(4)
Frais de recherche et développement	(89)						(89)
Concessions, brevets, licences, logiciels	(2 746)	(280)					(3 026)
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	(1 866)	(193)					(2 059)
Droit au bail							
Autres immobilisations incorporelles	(1 016)	(83)			26		(1 074)
Avances et acomptes versés							
Total	(5 720)	(556)			26		(6 251)
Total Immobilisations incorporelles nettes	2 186	(264)	(20)		(4)	39	1 938

8.3 Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Terrains	2 655	0					2 655
Terrains en crédit-bail	579				(9)		570
Constructions	25 120	143	(19)		(90)	4	25 158
Constructions en crédit-bail	9 636				(384)		9 252
Installations techniques, mat. & out.	36 385	3 796	(877)		(425)	100	38 978
Instal, mat. & out. en crédit-bail	7 960				(130)		7 830
Autres immobilisations corporelles	13 648	1 314	(262)		(40)	446	15 106
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours	622	362	(15)			(589)	380
Avances et acomptes	132	45	(131)		(4)		42
Total	96 736	5 659	(1 303)		(1 083)	(39)	99 970
Amortissements							
Terrains	(131)	(23)					(154)
Terrains en crédit-bail							
Constructions	(9 757)	(960)	19		27	17	(10 654)
Constructions en crédit-bail	(4 641)	(372)			169		(4 845)
Installations techniques, mat. & out.	(22 509)	(2 837)	925		191	178	(24 052)
Instal, mat. & out. en crédit-bail	(6 199)	(518)			94		(6 623)
Autres immobilisations corporelles	(8 764)	(1 133)	230		23	(195)	(9 839)
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	(52 002)	(5 842)	1 173		505	(1)	(56 167)
Total Immobilisations corporelles nettes	44 734	(183)	(130)		(578)	(39)	43 803

Septembre 2011

8.4 Actifs financiers non courants

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Valeurs brutes							
Titres de participations (1)	106				(1)		104
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés	3						3
Prêts	41	4					45
Dépôts et cautionnements	484	33	(63)				454
Total	633	37	(63)		(1)		607
Provisions pour dépréciation							
Titres de participations (1)	(25)						(25)
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Dépôts et cautionnements	(33)	(2)					(35)
Total	(58)	(2)					(60)
Total Actifs financiers non courants nets	575	35	(63)		(1)		547

(1) Détail des titres de participation présenté en Note 8.6

8.5 Participations dans les entreprises associées

Valeur au bilan et le détail des titres :

Filiales	% de détention	Exercice 2011
ISVIAL	33.3%	6
LACROIX PACIFIC	48.9%	0
Total		6

A noter sur la période : la cession l'entité ATLAS (Note 7.2)

Les contributions aux capitaux propres et aux résultats consolidés sont les suivantes :

Filiales	Contribution aux capitaux propres consolidé	Contribution au résultat consolidé
ATLAS	(1)	1
ISVIAL		
LACROIX PACIFIC		(10)
Total	(1)	(9)

Septembre 2011

8.6 Titres de participation non consolidés

8.6.1 Sociétés non consolidées

Le détail de la ligne « Titres de participation » présent dans la note 8.4 est le suivant :

Filiales non consolidées	Détail de la position nette	
	Valeurs brutes	Provisions Dépréciation
Ouverture	106	(25)
Variation	(1)	
Clôture (1)	104	(25)

(1) A la fin de l'exercice le solde représente, principalement, la participation dans les entités GERTRUDE (branche Signalisation) et SNU (branche Electronique – Note 5)

8.7 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Valeurs brutes		
Matières premières	36 234	35 044
En-cours	6 983	6 195
Produits intermédiaires et finis	11 894	10 348
Marchandises	2 129	2 011
Total	57 240	53 598
Provisions pour dépréciation		
Matières premières	(3 216)	(3 233)
En-cours	(153)	(71)
Produits intermédiaires et finis	(500)	(570)
Marchandises	(532)	(452)
Total	(4 401)	(4 326)
Total Stocks et en-cours nets	52 839	49 272

Septembre 2011

8.8 Créances clients

Les créances clients se décomposent de la manière suivante :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Créances clients	83 641	77 091
Dépréciation	(2 524)	(2 900)
Total Créances clients nettes	81 117	74 191

8.9 Autres Créances et actifs courants

	Exercice 2011	Exercice 2010
Valeurs brutes		
Avances et acomptes versés	381	405
Créances sociales	165	157
Créances fiscales	3 788	5 204
Créances diverses	5 993	1 756
Charges constatées d'avance	1 696	1 485
Total	12 024	9 007
Provisions pour dépréciation		
Dépréciation (Note 8.12.2)	(4 720)	
Total Autres créances et actifs courants nets	7 304	9 007

8.10 Trésorerie et équivalents

	Exercice 2011	Exercice 2010
Valeurs mobilières de placement (1)	4 500	8 681
Disponibilités	4 816	4 215
Dépréciation		
Instruments financiers - Actif (2)	(0)	
Total Trésorerie et Equivalents	9 315	12 896
Concours bancaires courants (Note 8.13.1)	(11 113)	(11 632)
Instruments financiers - Passif (2)	(324)	(1 150)
Total Trésorerie nette	(2 122)	114

(1) Contrat de liquidité détenu à 100% par le groupe pour une valeur de K€ 36. Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à K€ 4 464.

(2) Impact IAS 39 sur des Couvertures de change et des Swap de taux.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

8.11 Capitaux propres

8.11.1 Capital social de l'entité consolidante

Au 30 septembre 2011, le capital social se compose de 3 766 560 actions d'une valeur nominale de 6.64 €uros

8.11.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2011
Ouverture	196 352
Acquisitions	22 246
Cessions	(20 025)
Clôture (1)	198 573

(1) La valeur des actions propres au 30 septembre 2011 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse du mois de septembre 2011, et inscrite dans les comptes sociaux de Lacroix SA s'élève à K€ 3 431

8.11.3 Stock options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2011		Exercice 2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Ouverture	20.19	92 328	20.36	101 328
Octroyés				
Levées				
Non activable (suite départ)	21.66	(3 000)	22.05	(9 000)
Clôture	20.17	89 328	20.19	92 328

Septembre 2011

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la fin septembre 2011 sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21.12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21.09	26 250
déc.-2006	déc.-2010	20.70	18 000
févr.-2008	févr.-2012	22.73	6 000
oct.-2008	oct.-2012	17.01	21 000
			89 328

Les options d'achats d'actions sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés.

La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 4 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 4 ans. Compte tenu des options attribuées, la charge s'élève à K€ 36 au titre du 30 septembre 2011.

8.12 Provisions pour risques et charges

8.12.1 Variation des provisions pour risques et charges

Cette variation s'analyse de la manière suivante :

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Prov. pour indemnités fin carrière (1)	6 431	619		(16)		(4)	(319)	6 710
Prov. pour garantie clients	752	28						780
Prov. pour litiges (2)	9 156	1 208	(5 074)	(190)		(11)		5 089
Prov. pour Autres risques (3)	794	105						899
Total	17 134	1 960	(5 074)	(206)		(16)	(319)	13 479

(1) L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses prises en comptes pour les calculs, sur le périmètre France, sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 4.45% (contre 4.25% en 2010)
- Inflation retenue de 2%,
- L'augmentation des salaires est de 3% (inflation incluse)

Septembre 2011

- Les tables de mortalité utilisées sont celle de l'INSEE Hommes et Femmes 2002,
- Afin de tenir compte de l'évolution des textes, l'âge de la retraite est de 62 ans pour les non cadres et de 65 ans pour les cadres. Au niveau du motif de départ : 100% des départs sont à l'initiative du salarié.
- Une probabilité de turn over selon la table ci-dessous :

	Signalisation	Télégestion	Electronique
Tranches d'âge			
- 25 ans	9.09%	16.67%	9.08%
de 25 à 39 ans	4.46%	12.06%	6.83%
de 40 à 55 ans	2.50%	3.54%	2.38%
+ 55 ans	-	-	-

Concernant le périmètre de l'Allemagne, les hypothèses suivantes ont été appliquées :

- Taux d'actualisation de 5.40% (contre 4.70% en 2010)
 - Inflation retenue de 2%,
 - L'augmentation des salaires est de 3%
 - Taux de turn over moyen de 3%:
 - Age de départ à la retraite est de 64 ans pour les non cadres et de 65 ans pour les cadres
- (2) Les provisions existantes en fin de période correspondent pour : K€ 1 639 à des litiges clients et/ou des retours pour garantie (Répartition par branche : K€ 811 sur la Signalisation, K€ 47 sur la Télégestion et K€ 781 sur l'Electronique) et pour K€ 3 000 au litige DGCCRF
- (3) Dans le cadre d'exercice de stock options par des salariés de la branche Télégestion, le Groupe avait pris l'engagement de racheter ces titres sur demande des bénéficiaires. Le montant de K€ 899 correspond à l'évaluation, à fin septembre 2011, du coût de rachat théorique des dites actions.

8.12.2 Litiges en cours

Contrôle fiscal :

Un contrôle fiscal est en cours sur les sociétés Lacroix Signalisation et Lacroix Trafic. Les exercices concernés sont les exercices clos au 30/09/2008, 30/09/2009 et 30/09/2010.

A la date d'arrêté des comptes, nous sommes toujours en discussion sur les différents sujets et notamment sur le crédit impôt recherche pour lequel des informations complémentaires ont été fournies à la DRRT.

Litige DGCCRF :

Sur la base du jugement rendu par l'Autorité de la Concurrence le 22 décembre 2010, un montant de K€ 7 720 a été provisionné au 30/09/2010. Si la société a fait appel de cette décision, le paiement échelonné de l'amende a néanmoins débuté. Ainsi, un montant de K€ 4 720 a été payé au 30/09/2011 se traduisant par une diminution de la provision et la constatation d'une créance immédiatement dépréciée.

8.13 Emprunts et dettes financières

8.13.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	Exercice 2011	Exercice 2010	Echéancier 2011 (1)	
			< 1 an (Courant)	> 1 an (non Courant)
Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit	22 784	14 961	7 811	14 972
Emprunts issus de crédit bail	1 277	2 302	333	944
Dettes financières diverses (2)	6 518	6 098	4 038	2 480
Concours bancaires courants	11 113	11 632	11 113	0
Total emprunts et dettes financières	41 692	34 993	23 295	18 397

- (1) Part « non courant » des dettes financières : dont K€ 670 à plus de 5 ans
 (2) Dont C/C VINILA INVESTISSEMENTS (actionnaire) pour K€ 2 582, contre K€1 161 en 2010.

8.13.2 Variation des emprunts et dettes financières

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédit (1)	14 961	11 169	(3 346)				22 784
Emprunts issus de location-financement	2 302		(993)		(32)		1 277
Dettes financières diverses	6 098	1 203	(784)			0	6 518
Concours bancaires courants	11 632		(267)		(251)		11 113
Total variation emprunts et dettes financi	34 993	12 373	(5 391)		(283)	0	41 692

- (1) Dans le cadre du financement de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de K€ 11 275 à ce jour. Ces fonds, assortis d'aucune garantie attachée ni covenant, sont disponibles sur demande et remboursables sur 5 ans.

Les variations d'écart de conversion proviennent de la filiale polonaise.

8.13.3 Ventilation par taux

La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Emprunts à taux fixe	1 236	1 882
Emprunts à taux variable	22 824	15 381
Total emprunts	24 061	17 263

Septembre 2011

8.13.4 Ventilation par principales devises

La ventilation des dettes entre euros et autres devises se présente comme suit :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Emprunts libellés en euro	24 061	17 263
Emprunts libellés en devises étrangères		
Total emprunts	24 061	17 263

8.14 Passifs courants

Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Fournisseurs	33 272	37 887
Fournisseurs d'immobilisations	29	139
Avances et acomptes reçus sur commande	1 616	1 431
Dettes fiscales et sociales	23 897	23 075
Dettes diverses	1 454	1 720
Produits constatés d'avance	1 052	960
Total autres passifs à court terme	61 321	65 212

Septembre 2011

8.15 Personnel

8.15.1 Charges liées au personnel

	Exercice 2011	Exercice 2010
Traitements et salaires	55 983	50 554
Charges sociales	20 117	18 464
Interessement et participation	1 996	2 131
Charges d'intérim	8 024	5 987
Charges de retraites	604	141
Paiements en actions	36	104
Total des Charges liées au personnel	86 760	77 381

8.15.2 Effectif moyen

L'effectif moyen employé se décompose comme suit :

(*)	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble Groupe	
	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010
Cadres	138	132	73	67	258	201	469	399
Techniciens	125	129	31	28	358	300	514	456
Employés	195	184	21	21	139	95	355	300
Ouvriers	299	316	3	2	940	1 071	1 242	1 389
Total Effectifs salariés	757	761	128	118	1 695	1 666	2 580	2 545
Mise à disposition (1)	143	128	1	1	122	34	266	163
Total Effectifs opérationnels	900	889	129	119	1 817	1 700	2 846	2 708

(1) Equivalents Temps plein relatifs aux charges d'intérim

(*) Effectif des entités consolidées en intégration globale

Septembre 2011

8.16 Dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions, nettes de reprises, figurant en résultat opérationnel courant peut être détaillé de la manière suivante :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Dotations et reprises nettes sur actifs non courants	(5 143)	(5 205)
Dotations et reprises nettes sur crédit bail	(1 083)	(1 215)
Dotations et reprises nettes sur stocks (1)	(728)	(1 229)
Dotations et reprises nettes sur autres actifs courants	(150)	(29)
Dotations et reprises nettes sur Risques et charges	(877)	17
Dotations et reprises nettes sur autres		
Total dotations aux amortis. et aux provisions nettes	(7 980)	(7 661)

(1) Hors reprises relatives aux mises au rebut, imputées sur les achats consommés

8.17 Autres produits et charges opérationnels

	Exercice 2011	Exercice 2010
Cession de titres consolidés (1)	46	
Litige DGCCRF (Note 8.12)		(7 720)
Total	46	(7 720)

(1) Opération ATLAS (Note 7.2)

8.18 Charges et produits financiers

Le résultat financier se décompose comme suit :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Produits et charges financiers (1)	(1 293)	(1 182)
Résultat de change	(268)	(271)
Dotations aux provisions nettes de reprises	(107)	(57)
Résultat sur cessions de VMP	15	18
Total Résultat financier par nature	(1 653)	(1 492)
Synthèse		
Total des produits	3 794	3 698
Total des charges	(5 447)	(5 191)
Total Résultat financier	(1 653)	(1 492)

(1) Dont K€ 255 de charges constatées sur la période, relatives à des instruments financiers de couverture de taux, contre K€ 396 de charges au titre de septembre 2010

Septembre 2011

8.19 Impôts sur les bénéfices

8.19.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Impôt exigible	(2 459)	(2 432)
Impôts différés	616	(671)
Impôts sur les résultats	(1 844)	(3 104)

8.19.2 Preuve d'impôt

Rationalisation de l'impôt	Exercice 2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	8 554
Neutralisation de la QP des résultats Stés ME	9
Neutralisation des dot. Sur Goodwill	
Résultat retraité des sociétés ME	8 562
Impôts sur les résultats (1)	1 844
<i>Résultat net avant impôt</i>	<i>10 406</i>
<Impôt théorique au taux en vigueur> (2)	3 468
Différence d'impôt (1) - (2)	(1 625)

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Analyse de cette différence d'impôt		Charges	Produits
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables			292
Reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice			18
Pertes de filiales fiscalement déficitaires			
Taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations		87	27
Taxation des résultats des sociétés étrangères à des taux différents		11	1 230
Crédit d'impôt recherche	(1)		156
Total		98	1 723
Différence nette		(1 625)	

(1) L'économie d'IS relative au CIR a été reclassée dans les charges par nature pour K€ 468.

Septembre 2011

8.19.3 Analyse de l'impôt différé

Le détail des impôts différés actif et passif est le suivant :

	Ouverture	Impact réserves	Impact résultat	Autres variations	Clôture
Impôts différés Actifs					
Organic et Effort de construction	83		8		92
Participation des salariés	211		49		261
Indemnités de départ à la retraite	1 257	29	(13)		1 273
Marges sur stocks	209		(42)		167
Pertes reportables (1)	1 276		(97)		1 179
Autres (2)	1 528		300		1 827
Compensation IDA/IDP (*)	(2 160)			(171)	(2 331)
Total IDA	2 404	29	205	(171)	2 467
Impôts différés Passifs					
Provisions réglementées	2 455		225		2 680
Location-financement	1 611		(35)	(19)	1 557
Méthode Amortis. Actifs non courants	358		(49)		309
Autres (3)	1 721		(552)		1 169
Compensation IDA/IDP (*)	(2 160)			(171)	(2 331)
Total IDP	3 985		(411)	(190)	3 385
Total ID nets	(1 581)	29	616	19	(917)

(1) Selon les hypothèses retenues par le Groupe et l'actualisation des business plan.

(2) Dont K€ 205 sur cessions internes

(3) Dont K€ 621 de justes valeurs sur actifs immobiliers

(*) Cette rubrique permet, après analyse globale des IDA et IDP nets par nature, de tenir compte des positions individuelles et de la présentation bilantielle du fait de l'existence d'un périmètre fiscal (Note 6.5.14)

9 Autres informations

9.1 Degré d'exposition du groupe aux risques financiers

9.1.1 Risque de change

En dehors de la branche Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de change.

En ce qui concerne cette branche, le risque de change concerne principalement les achats réalisés en USD et en PLN.

- Concernant les achats en USD, la société dispose de contrats avec ses principaux clients permettant d'ajuster le prix de vente des produits en fonction de l'évolution de la parité EUR/USD. En conséquence, le risque de change est éteint sur cette partie. Concernant le solde, la société recourt à des couvertures partielles de ses besoins pour couvrir un taux objectif fixé à chaque exercice budgétaire.
- Concernant les dépenses en PLN, il s'agit principalement des salaires des salariés polonais et de quelques achats locaux. La politique groupe consiste à réaliser des couvertures à terme sur la base des besoins prévisionnels.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

9.1.2 Risque de taux

La note 8.13 « Emprunts et dettes financières » permet de constater que sur K€ 24 061 de dettes, K€ 1 236 sont à taux fixe et K€ 22 824 à taux variable.

Le Groupe met en place des instruments financiers pour limiter ce risque. A fin septembre 2011, la part des financements à taux variable couverte par des swaps représente plus de 100% du nominal.

9.1.3 Risque de liquidité

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de covenant.

Pour rappel, dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de K€ 11 275 à ce jour.

Septembre 2011

9.1.4 Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation	Administrations et Entreprises significatives de Travaux publics
Télégestion	Organismes publics et Grands acteurs de la gestion de l'eau
Electronique	Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

9.1.5 Risque sur le Capital

Le groupe suit de près son capital en contrôlant l'évolution de son ratio d'endettement.

	Exercice 2011	Exercice 2010
Emprunts et dettes financières	30 579	23 361
Concours bancaires courants	11 113	11 632
Autres Dettes financières nettes	(92)	(168)
Trésorerie et Equivalents (Note 8.10)	(9 315)	(12 896)
Endettement net	32 285	21 930
Capitaux propres	88 979	83 704
Ratio d'Endettement	36.3%	26.2%

9.1.6 Classement des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en fonction des niveaux de juste valeur

Le groupe ne présente pas de tableau détaillé sur la hiérarchisation de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers, selon les 3 niveaux définis par la norme IFRS 7 révisée :

- L'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables, dont la plus part sont externes au Groupe.

Septembre 2011

9.2 Informations sectorielles

9.2.1 Compte de résultat consolidé

Les résultats par secteur d'activité, pour la période close au 30 septembre 2011, sont détaillés ci-dessous :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010
Produits des activités ordinaires										
Ventes à des clients externes	111 154	110 068	29 101	25 557	167 888	132 403	3	19	308 146	268 047
Ventes entre secteurs	(262)	(212)	(129)	(115)	(4 294)	(3 768)			(4 685)	(4 095)
Total produits des activités ordinaires	110 892	109 856	28 972	25 442	163 594	128 635	3	19	303 461	263 952
Résultat opérationnel courant	1 113	5 171	7 925	6 031	3 405	2 251	(430)	(270)	12 013	13 183

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010
Dotations nettes aux amortis et prov.										
Amortis. nets des actifs non courants	(2 472)	(2 665)	(319)	(328)	(3 424)	(3 423)	(11)	(5)	(6 225)	(6 421)
Dépréciat.nettes des actifs courants	(1 060)	(482)	24	(78)	(719)	(680)			(1 755)	(1 240)
Total	(3 532)	(3 147)	(295)	(406)	(4 143)	(4 103)	(11)	(5)	(7 980)	(7 661)

9.2.2 Bilan consolidé

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et les passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs non courants de la période :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Eliminations		Ensemble Groupe	
	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010
Actifs sectoriels										
Actifs non courants	22 331	23 279	4 927	5 075	28 714	28 842	85	68	56 056	57 265
Actifs courants	63 411	59 790	9 331	8 413	72 570	67 795	5 264	9 366	150 576	145 365
Autres actifs non affectés	483	422	106	152	1 885	1 845			2 474	2 420
Actifs des activités destinées à être cédées		218								218
Total des actifs sectoriels	86 225	83 710	14 364	13 640	103 169	98 482	5 349	9 435	209 106	205 268
Passifs sectoriels										
Passifs non courants	3 208	4 679	2 248	2 224	275	610	12 665	6 974	18 396	14 487
Passifs courants	25 959	17 292	(725)	(258)	62 469	58 657	(3 087)	10 027	84 616	85 718
Autres passifs non affectés	7 913	11 844	1 728	1 846	7 463	7 663	12	4	17 116	21 358
Passifs des activités destinées à être cédées										
Total des passifs courants et non courants	37 080	33 815	3 251	3 812	70 207	66 930	9 590	17 005	120 128	121 563
Acquisitions actifs non courants	1 704	2 978	170	112	4 050	1 921	28	58	5 951	5 069

(1) y/c les acquisitions sur contrat de crédit bail

Septembre 2011

9.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés ou reçus par le groupe se ventilent de la manière suivante :

Catégorie d'engagement	Exercice 2011	Exercice 2010
Engagements donnés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 469	2 013
Emprunts issus de crédit bail	1 277	2 302

L'ensemble de ces dettes est garanti par des sûretés réelles.

Aucun des financements mis en place n'est assorti de covenant.

9.4 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

9.5 Parties liées

9.5.1 Transactions avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont des sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et pour lesquelles les transactions ne sont pas significatives.

Par ailleurs, la note 8.13.1 fait état de l'existence d'une dette (Compte courant) envers un des actionnaires.

9.5.2 Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes de direction, d'administration et de surveillance à raison de leurs fonctions dans le Groupe, se répartissent de la manière suivante :

9.5.2.1 Membres du Directoire

	Exercice 2011	Exercice 2010
Avantage à court terme	877	817
Avantage postérieurs à l'emploi	183	147
Autres avantages à long terme (1)	345	345
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiement en actions.	19	19
Total	1 423	1 328

(1) y/c Indemnité relative au mandat du président du directoire : Explications données dans la Note « Mandataires sociaux » du Rapport de gestion du Directoire.

Septembre 2011

9.5.2.2 Membres du Conseil de Surveillance

	Exercice 2011	Exercice 2010
Avantage à court terme	134	34
Avantage postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paieement en actions.		
Total	134	34

9.6 Honoraires des Commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous présente le détail des honoraires des auditeurs et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe selon le format AMF 2006-10.

	Réseau Ernst & Young				Atlantique Révision Conseil			
	2011	%	2010	%	2011	%	2010	%
Audit								
Commissariat aux comptes	273	100%	263	98%	37	100%	34	97%
Emetteur	32		34		37		34	
Filiales intégrées globalement	241		229					
Missions accessoires			5	2%			1	3%
Emetteur			5				1	
Filiales intégrées globalement								
Sous-total Audit	273	100%	268	100%	37	100%	35	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social								
Autres prestations								
Sous-total Autres prestations								
Total	273	100%	268	100%	37	100%	35	100%

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES
ACTIONNAIRES DU 16 FEVRIER 2012
RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE**

1 Groupe LACROIX

1.1 Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 30 septembre 2011 s'est élevé à 303,5 M€, en progression de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Une nouvelle fois ce sont les divisions de Télégestion (+14%) et Electronique (+27%) qui ont tiré cette croissance, la Signalisation se limitant à une croissance d'à peine 1%.

De même au niveau du résultat opérationnel courant d'un montant de 12 M€, ce sont les divisions Electronique et Télégestion qui contribuent d'une manière prépondérante à ce résultat. Il est à noter que ce résultat prend en compte le déficit généré par la reprise en juin de l'activité du Bureau d'Etudes de T.E.S, Société en règlement judiciaire pour un montant de 1,6 M€. Aussi à périmètre constant, le résultat s'afficherait à 13,6 M€ à comparer au 13,2 M€ atteint l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est en forte hausse. En 2010, il prenait en compte une provision de 7,72 M€ relative à l'amende décidée par la DGCCRF.

Le résultat financier, négatif de 1,6 M€ est à comparer au 1,5 M€ affichés au 30 septembre 2010. Il résulte principalement de l'évolution de notre endettement net.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 1,8 M€ et d'intérêts minoritaires pour 137 K€, le résultat net s'établit à 8,4 M€, non comparable à celui de l'exercice précédent pour les raisons évoquées plus haut.

1.2 Activité par branche

Les trois branches du Groupe (Signalisation, Télégestion, Electronique) ont évolué de la manière suivante :

Branche Signalisation

Activité historique du Groupe, elle a représenté en 2011, 36 % du chiffre d'affaires consolidé.

Son métier est de concevoir, fabriquer, commercialiser, installer et maintenir des équipements de signalisation routière et urbaine statique (panneaux de police, directionnelle, temporaire) ou dynamique (panneaux à messages variables, feux de carrefour). Elle conçoit et fabrique aussi des systèmes de gestion de trafic, notamment urbains.

Outre ces systèmes qui visent le marché des ITS (Intelligence Traffic Systems), la branche Signalisation étend son offre à des secteurs tels que la signalisation touristique, les bornes d'informations et certains mobiliers urbains (bancs, abribus, abri vélos...).

Pour cela, elle dispose de compétences, d'outils industriels et logistiques bien adaptés pour répondre aux exigences de sa clientèle tant en terme d'innovation, de productivité, réactivité, qualité avec respect des normes environnementales et services.

Dans un contexte économique très difficile, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une progression limitée du chiffre d'affaires, bridée par une forte baisse en Espagne (-28%) consécutive à une chute des investissements, liée à la situation des finances publiques espagnoles. Cette baisse a été compensée par une progression significative de l'activité signalisation dynamique, favorisée par la réalisation de marchés importants, tant en France qu'à l'Export.

Septembre 2011

- Une pression encore accentuée sur les prix, notamment en signalisation statique, les principaux acteurs de la profession ayant été confrontés à une surcapacité de production. Cette situation a généré mécaniquement des résultats en baisse par rapport à l'année précédente.

Il en résulte un ROC s'affichant à 1,1 M€ en replide 4,1 M€.

Dans un marché restant difficile où on assiste à un regroupement des acteurs et à un redimensionnement des capacités industrielles, les perspectives d'activité sont mieux orientées. Elles sont confortées par un surplus d'activité généré par d'importants marchés obtenus en 2011 (Ecotaxes Poids Lourds, radars pédagogiques).

Aussi, conjugués avec les retombées des investissements industriels et commerciaux et une amélioration de l'activité Services, nous pouvons anticiper une nette amélioration du chiffre d'affaires et du résultat pour l'exercice en cours.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants (en contributif) :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	110 892	109 856
Résultat opérationnel courant	1 113	5 171
Résultat net	(112)	(5 144)
Capacité d'autofinancement	2 408	5 241
Investissements nets	1 704	3 049

Branche Télégestion

Le métier de cette branche d'activité est de concevoir et commercialiser des systèmes permettant de surveiller, commander et gérer à distance des installations techniques réparties ou isolées de réseaux d'eau.

Elle réalise près de 10 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe (29 M€ en 2011) et reste significativement contributrice aux résultats du Groupe.

Un Bureau d'Etudes de 40 personnes (dont 15 externalisées) aux compétences pointues, notamment en Télécom, ainsi qu'une forte proximité avec ses clients, sont les atouts majeurs de cette branche.

Détenant plus de 80% de parts de marché en France, elle entend compléter son offre domestique dans le génie climatique et poursuivre une démarche offensive à l'export. Ceci passera par le renforcement de ses équipes et une adaptation de ses produits aux spécificités de ces marchés.

Dans ce contexte, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une croissance en France de 7% à nouveau supérieure au marché, le chiffre d'affaires atteignant 22,2 M€.

- Une très forte progression du chiffre d'affaires à l'Export qui a atteint 6,8 M€.

Cette évolution a été favorisée par la réalisation d'un marché exceptionnel de 1,2 M€ pour la ville de Ryad, ainsi que par les bonnes performances de nos filiales espagnoles et italiennes désormais bénéficiaires.

Si on élimine le marché exceptionnel de Ryad, la progression a atteint 19%.

Ces tendances devraient se confirmer au cours de cet exercice, tant en France grâce notamment à la percée du génie climatique, qu'à l'export où l'apport en 2011 d'une nouvelle gamme mieux adaptée à ce marché devrait produire ses premiers effets.

Septembre 2011

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants (en contributif) :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	28 972	25 442
Résultat opérationnel courant	7 925	6 031
Résultat net	5 136	3 840
Capacité d'autofinancement	5 413	4 168
Investissements nets	169	110

Branche Electronique

Désormais activité prépondérante du Groupe puisqu'en représentant près de 54% du chiffre d'affaires, avec un effectif de 1 695 personnes sur un total de 2 580, cette activité connaît une croissance rapide sur un marché porteur.

Son métier est de concevoir et fabriquer des ensembles électroniques en petites et moyennes séries majoritairement pour des industriels non électroniciens.

Face à leurs exigences, ce métier requiert des expertises pointues en Bureau d'Etudes, achats, logistique, process et qualité.

Dans un contexte de reprise du marché, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une poursuite, comme prévu d'une croissance soutenue avec un chiffre d'affaires en hausse de plus de 27%. Cette croissance a concerné l'ensemble des sites de production (France, Allemagne, Pologne et Tunisie) et s'est élargie à un portefeuille de clientèle de plus en plus diversifié, tous secteurs confondus (aéronautique, domotique, recherche pétrolière, automobile...). Ainsi les dix premiers clients représentent désormais moins de la moitié du chiffre d'affaires, contre 72% deux ans plus tôt. Il est à noter que les évènements survenus au cours de l'exercice au Japon et en Tunisie, ont eu un impact limité sur l'exploitation.

- La reprise partielle auprès du Tribunal de Commerce de Rennes de l'activité études de T.E.S, venant harmonieusement compléter nos domaines de compétences préexistantes.

Ainsi cette branche d'activité dispose désormais d'une centaine d'ingénieurs bien répartis sur cinq sites, lui permettant de se positionner sur de nouveaux secteurs. Cet investissement se traduira par une perte d'exploitation étalée sur deux exercices dont 1,6 M€ au titre de 2011.

Malgré cela, cette branche améliore significativement son résultat opérationnel courant, puisqu'il s'élève à 3,4 M€ à comparer au 2,3 M€ affichés l'exercice précédent.

Dans un environnement très incertain, l'exercice reste pour le moment bien orienté, la diversité de la clientèle et de secteurs d'activité, atténuant l'impact d'une éventuelle récession.

Aussi, à contexte comparable et malgré l'effet de la reprise de T.E.S, la branche devrait une nouvelle fois progresser en chiffre d'affaires et en résultat.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants (en contributif) :

En K€	N	N-1
Chiffre d'affaires	163 594	128 634
Résultat opérationnel courant	3 405	2 251
Résultat net	1 948	407
Capacité d'autofinancement	5 486	3 830
Investissements nets	4 050	1 697

1.3 Activité Recherche & Développement

Les branches Signalisation et Télégestion sont les plus concernées par les activités Recherche & Développement dont le coût annuel comptabilisé en charge d'exploitation s'est élevé au cours de l'exercice à 3,5 M€ environ.

1.4 Situation Financière

La CAF générée par l'exploitation s'élève à 11,4 M€ et est à mettre en regard d'une augmentation de 12,8 M€ du Besoin en Fonds de Roulement.

Cette évolution est principalement due à :

- une augmentation des stocks de matières premières liée à l'augmentation du volume de l'Electronique.
- une augmentation ponctuelle des créances clients en Signalisation.
- une diminution des dettes fournisseurs liée notamment à l'augmentation de la part des achats composants payés à 30 jours.

Dans le même temps, les investissements nets de l'exercice se sont élevés à 5,4 M€ et 2 M€ de dividendes ont été versés.

En prenant en compte tout ce qui précède, le Gearing reste limité à 0,36 ce qui laisse les moyens au Groupe de poursuivre son développement et d'envisager des croissances externes sur des bases financières solides.

De plus au 30 septembre 2011, le Groupe disposait encore de près de 12 M€ de crédits confirmés de 5 à 7 ans non utilisés, n'ayant fait l'objet d'aucune garantie ni covenant.

Compte tenu de ces perspectives et du réel potentiel de réduction de son BFR, le Groupe anticipe, à périmètre comparable, une amélioration sensible de son ratio d'endettement au cours de l'exercice.

1.5 Perspectives

Compte tenu de son positionnement et des moyens déployés dans chacune de ses branches, des contrats importants à réaliser, notamment en Signalisation, le Groupe peut raisonnablement prévoir une nouvelle hausse de son chiffre d'affaires et de résultat, dans un environnement demeurant difficile et incertain.

1.6 Sanctions pour pratiques anticoncurrentielles

Conformément aux dispositions de l'article L. 464-2, alinéa 5 du Code de commerce, nous vous rappelons la décision de l'Autorité de la Concurrence en date du 22 décembre 2010 condamnant la Société LACROIX SIGNALISATION à une amende d'un montant de 7.7 millions d'euros pour des pratiques anticoncurrentielles antérieures à 2006 dans la Signalisation.

2 LACROIX SA

2.1 Activité de la Société

Société mère du Groupe, elle assure dans le cadre de la gestion de ses actifs, les fonctions de contrôle et de coordination de chacune des trois branches : Direction générale, finances, développement, consolidation et communication.

Les recettes, hors dividendes, sont générées par des redevances perçues de ses filiales en contre partie des services décrits ci-dessus.

Son chiffre d'affaires au 30 septembre 2011 s'est élevé à 1 116 K€, montant équivalent à celui de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation, négatif de 392 K€ est très largement compensé par le résultat financier positif de 3 868 K€, issus principalement de la perception de 3 738 K€ de dividendes en provenance des filiales.

Aussi, le résultat courant avant impôt d'un montant de 3 476 K€ est comparable à celui obtenu l'exercice précédent qui s'élevait à 2 474 K€.

Après prise en compte d'un produit d'impôt de 2 449 K€ lié à la position de tête de Groupe intégrée fiscalement, le résultat net affiche un bénéfice de 5 969 K€, lui aussi comparable à celui affiché l'exercice précédent de 5 041 K€.

2.2 Charges non déductibles fiscalement

Les dépenses et charges non déductibles fiscalement s'élèvent, à la clôture de l'exercice, à un montant global de 2 609 euros.

Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la Société, qui, compte tenu du résultat fiscal déficitaire, a réduit le déficit reportable à due concurrence.

2.3 Information sur les délais de paiement

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Échéances	Soldes des dettes fournisseurs	
	2010	2011
Moins de 30 jours	151 593	86 717
Entre 30 et 60 jours	39 233	0
Plus de 60 jours	0	0
Total	190 826	86 717

3 Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'OPA

Selon les dispositions des articles L 233-13 et L 225-100-3 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

3.1 Structure du capital de la Société

Au 30 septembre 2011, le capital de la Société s'établit à 25 000 000 euros réparti en 3 766 560 titres.

La structure du capital social est la suivante :

	% du capital	% des droits de vote*
Famille BEDOUIN	69.01%	80.04%
Autodétention (**)	5.27%	
Public	25.72%	19.96%

(*) droits de vote exerçables

(**) dont actions détenues au titre du contrat de liquidité

3.2 Franchissement de seuils

Conformément à l'article 8 des statuts, tout actionnaire venant à posséder au moins 2% du capital est tenu d'en informer la Société sous 15 jours par lettre recommandée avec AR, cette obligation de déclaration concerne chaque fraction de 2% de détention du capital.

3.3 Participations nominatives significatives

La Société SALVEPAR détient 5.02% du capital représentant 6.21% des droits de vote.

3.4 Droits de vote double

L'article 10 des statuts attribue un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées justifiant d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

3.5 Mécanisme de contrôle

A l'exception du droit de vote double attribué, il n'existe pas de titres comportant de prérogatives particulières.

Il n'existe pas non plus de mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel ni d'accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions.

3.6 Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale délègue chaque année au Directoire le pouvoir de procéder, conformément aux dispositions des articles L 225-209 et suivants du code de commerce, au règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et aux articles 241-1 à 241-7 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à des achats d'actions de la Société dans la limite de 10% du capital social.

3.7 Auto-détention

La Société a confié en 2005 la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005, à la Société de bourse PORTZAMPARC.

Au 30 septembre 2011, la Société auto-détenait 191 775 actions LACROIX SA et 6 798 actions au titre du contrat de liquidité, soit un total d'auto-détention de 198 573 actions représentant 5.27 % du capital.

3.8 Prises de participation

Conformément à l'article L 233-6 du code de commerce, nous portons à votre connaissance les prises de participation, directe ou indirecte, effectuées par la Société et ses filiales au cours de l'exercice écoulé au sein de Sociétés ayant leur siège social en France.

Au cours de l'exercice, LACROIX ELECTRONICS a augmenté sa participation au sein de sa filiale LACROIX ELECTRONICS SOLUTIONS à hauteur de 2.4 millions d'euros (Branche Electronique).

3.9 Actionnariat salarié

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du code de commerce, nous vous précisons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 30 septembre 2011 est égale à zéro, la Société n'ayant pas mis en place de fonds communs de placement au bénéfice des salariés du Groupe.

4 Principaux facteurs de risques auxquels la Société est confrontée

En application des dispositions de l'article L 225-100 al. 4 du code de commerce, nous vous indiquons les éléments suivants :

4.1 Risques stratégiques et opérationnels

La nature des risques stratégiques auxquels la Société est exposée n'est pas susceptible d'hypothéquer gravement la pérennité des activités du Groupe.

Par ailleurs, l'importance des programmes d'investissements industriels permet à la Société de disposer d'outils récents et sécurisés limitant les risques de défaillances majeures susceptibles de paralyser les activités de fabrication.

Cependant, une attention particulière est portée sur le maintien de la qualité de nos fabrications ayant à faire face à de fortes variations et accélération de la demande.

Enfin, dans l'Electronique, la diversité croissante des clients et secteurs limite le risque de chute brutale de l'activité.

4.2 Risques juridiques et comptables liés au financement de l'activité ou aux restructurations

Nous vous indiquons que, de par son organisation, le Groupe LACROIX est faiblement exposé aux risques de cette nature.

4.3 Risques financiers

Nous vous indiquons ci-dessous les différents degrés d'exposition du Groupe aux risques financiers.

Risque de change

En dehors de la branche Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de change.

En ce qui concerne cette branche, le risque de change concerne principalement les achats réalisés en USD et en PLN.

- Concernant les achats en USD, la Société dispose de contrats avec ses principaux clients permettant d'ajuster le prix de vente des produits en fonction de l'évolution de la parité EUR/USD. En conséquence, le risque de change est éteint sur cette partie. Concernant le solde, la Société recourt à des couvertures partielles de ses besoins pour couvrir un taux objectif fixé à chaque exercice budgétaire.
- Concernant les dépenses en PLN, il s'agit principalement des salaires des salariés polonais et de quelques achats locaux. La politique du Groupe consiste à réaliser des couvertures à terme sur la base des besoins prévisionnels.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

Septembre 2011

Risque de taux

La majorité des dettes du Groupe sont à taux variable.

Le Groupe met en place des instruments financiers pour limiter ce risque. A fin septembre 2011, la part des financements à taux variable couverte par des swaps représente plus de 100% du nominal.

Risque de liquidité

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de covenant.

Pour rappel, dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de 11 275 K€ à ce jour.

Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation	Administrations et entreprises significatives de travaux publics
Télégestion	Organismes publics et grands acteurs de gestion de l'eau
Electronique	Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

Risque sur le Capital

Le Groupe suit de près son capital en contrôlant l'évolution de son ratio d'endettement.

	Exercice 2011	Exercice 2010
Emprunts et dettes financières	30 579	23 361
Concours bancaires courants	11 113	11 632
Autres dettes financières nettes	(92)	(168)
Trésorerie et équivalents (note 8.10)	(9 315)	(12 896)
Endettement net	32 285	21 930
Capitaux propres	88 979	83 704
Ratio d'endettement	36.30%	26.20%

Classement des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

Le Groupe ne présente pas de tableau détaillé sur la hiérarchisation de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers.

Selon les 3 niveaux définis par la norme IFRS 7 révisée, l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables, dont la plus part sont externes au Groupe.

5 Evènements postérieurs à la clôture

Nous portons à votre connaissance que la Société LACROIX SIGNALISATION a effectué, courant novembre 2011, une prise de participation au sein de la Société LACROIX TRAFFIC BELGIUM, SA basée à Namur en Belgique, dont elle a souscrit 100% du capital social (Branche Signalisation).

Aucun autre événement majeur postérieur à la clôture n'est à signaler tant pour la Société que pour ses filiales.

6 Informations boursières

6.1 Evolution du cours de bourse durant l'exercice 2011

Le titre LACROIX SA est coté sur Euronext Paris, compartiment C.

Au cours de l'exercice 2011, 347 788 titres ont été échangés, soit une moyenne de 1 343 titres par séance, représentant un montant de capitaux de 6.6 millions d'euros pour un cours moyen de 19 euros.

Le cours de bourse de clôture du 30 septembre 2011 s'établit à 14.75 euros représentant une capitalisation boursière de 55.5 millions d'euros.

6.2 Achat par la Société de ses propres actions

Programme de rachat d'actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 février 2011 au Directoire de procéder à des achats en bourse des actions de la Société, dans les conditions et limites définies par les articles L 225-209 et suivants du code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont identiques à l'exercice précédent :

- assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la chartre AFEI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opération de croissance externe,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions,
- assurer la couverture de plans d'achat d'options à des salariés et des mandataires du Groupe.

L'autorisation est donnée pour une durée maximum de 18 mois dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 178 000 titres.
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 30 euros.
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 5.3 millions d'euros.

Les actions seront rachetées par intervention sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Le nombre d'actions détenues en exécution du programme ne pourra excéder 10% du capital social soit 376 656 actions.

Bilan des précédents programmes de rachat d'actions

Au titre des programmes autorisés par les Assemblées Générales du 12 février 2010 et du 15 février 2011, s'appliquant sur l'exercice clos le 30 septembre 2011, la Société n'a effectué aucune opération d'achat ou de vente de titres.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité détenu à 100% par LACROIX SA, 22 246 titres ont été acquis au prix moyen de 18.55 euros et 20 025 titres ont été cédés au prix moyen de 17.42 euros.

A la clôture de l'exercice, les actions détenues dans le cadre du programme de rachat étaient affectées aux objectifs suivants :

- couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe LACROIX : 111 441 titres
- remise ultérieure à l'échange ou paiement dans le cadre d'opération de croissance externe : 80 334 titres
- animation du cours par un prestataire : 6 798 titres

soit un total d'actions auto-détenues de 198 573 représentant 5.27% du capital, ayant une valeur comptable de 3 961 470 euros et une valeur de marché de 2 928 951 euros, sur la base du cours du 30 septembre 2011.

7 Informations sociales

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 5 du code de commerce, nous vous communiquons les informations sociales liées à notre activité :

7.1 Effectif par branche et par collège au 30 septembre 2011

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Holding		Ensemble Groupe	
	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2010						
Cadres	135	132	73	67	258	200	3	3	469	399
Techniciens	125	129	31	28	358	300			514	457
Employés	195	184	21	21	139	94			355	299
Ouvriers	299	316	3	2	940	1 071			1 242	1 389
Total Effectifs salariés	754	761	128	118	1 695	1 665	3	3	2 580	2 544
Mise à disposition	143	128	1	1	122	34			266	163
Total Effectifs opérationnels	897	889	129	119	1 817	1 699	3	3	2 846	2 707

7.2 Ventilation de l'effectif par zone géographique

	Effectif Groupe		Total
	France	Hors France	
Cadres	361	108	469
Techniciens	229	285	514
Employés	232	123	355
Ouvriers	492	750	1 242
Total Effectifs salariés	1 314	1 266	2 580
Mise à disposition	208	58	266
Total Effectifs opérationnels	1 522	1 324	2 846

7.3 Ventilation de l'effectif par type de contrat.

L'effectif consolidé du Groupe au 30 septembre 2011 s'élevant à 2 580 personnes se répartit entre 2 516 contrats à durée indéterminée, 43 contrats à durée déterminée et 21 contrats en alternance.

7.4 Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, certaines filiales font appel à la sous-traitance. Ainsi, l'emploi de personnel en intérim a représenté 8 024 457 euros en 2011, soit un équivalent temps plein de 236 personnes, représentant 9% de l'effectif permanent.

7.5 Travailleurs handicapés

Au cours de l'exercice 2011, le Groupe LACROIX a employé en France 20 personnes handicapées : 13 au sein de la branche Signalisation, 2 au sein de la branche Télégestion et 5 au sein de la branche Electronique.

7.6 Formation

En France, il a été consacré près de 11 000 heures à la formation pour un budget de près de 500 000 euros.

7.7 Organisation du temps de travail

En France, le Groupe applique une organisation du travail sur la base des 35 heures :

- soit sous la forme d'une modulation annuelle,
- soit sur une moyenne de 35 heures hebdomadaire,

Afin de répondre à sa croissance et à son développement, une Société de la branche Signalisation a généralisé le recours au travail en 2X8 / 3X8.

7.8 Evolution des charges liées au personnel

	Exercice 2011	Exercice 2010
Traitements et salaires	55 983	50 554
Charges sociales	20 117	18 464
Interessement et participation	1 996	2 131
Charges d'intérim	8 024	5 987
Charges de retraites	604	141
Paiements en actions	36	104
Charges liées au personnel	86 760	77 381

7.9 Relations professionnelles et accords collectifs

En France, trois conventions collectives différentes sont applicables, au sein du Groupe :

- Métallurgie
- Travaux publics
- Plasturgie

Les Sociétés du Groupe sont représentées par six Comités d'Entreprises.

Au cours de l'exercice écoulé, 87 réunions de Comité d'Entreprise et de Délégués du Personnel se sont tenues. Sur l'exercice 2011, 28 accords ou avenants ont été conclus ou ont continué de s'appliquer.

Ces accords sont relatifs à la mise en place d'une mutuelle de santé, des accords ou avenants d'intéressement et de participation, ainsi que des accords de Négociation Annuelle Obligatoire.

7.10 Comité d'hygiène et de sécurité

Le Groupe est doté de six CHSCT qui ont tenus 24 réunions plénières durant l'exercice.

Les actions marquantes menées par certaines filiales ont été les suivantes :

- Suivi de l'analyse des risques
- Evaluation des risques sur les postes de travail
- Intensification des protections individuelles
- Renforcement des actions de formation et d'information à destination de l'ensemble du personnel ;
- Formations liées à la sécurité

7.11 Œuvres sociales

En 2011, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe s'est élevé à un peu moins de 90 000 euros.

Ce budget finance essentiellement des offres de billetteries, chèques vacances, bons cadeaux alloués au personnel.

8 Informations environnementales et engagement en faveur du développement durable

En application des dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 5, nous portons à votre connaissance les informations sur la manière dont la Société prend en compte les conséquences environnementales de son activité, ainsi que ses engagements en faveur du développement durable.

Le Groupe LACROIX détermine chaque année les différentes politiques applicables à chacune de ses branches d'activité permettant la mise en conformité au regard de la réglementation et de la protection de l'environnement.

8.1 Branche Signalisation

Activité de fabrication de panneaux et de mobiliers urbains

Au cours de l'exercice écoulé, la Société LACROIX SIGNALISATION a poursuivi ses investigations sur certains **risques environnementaux** : eaux souterraines, pollution du sol, réduction des COV, substitution du CrVI.

Sur le site de Saint-Herblain, la station de traitement des effluents a été arrêtée : ainsi le traitement de surface ne génère plus aucun rejet dans le réseau des eaux usées de Nantes Métropole.

La certification environnementale **ISO14001** : 2004 va être étendue à la **conception des produits** en février 2012.

Une déclaration environnementale a été réalisée sur un des modèles les plus vendus de la gamme de signalisation de police : le panneau LX3 first® triangle 700. L'analyse de cycle de vie a été réalisée sur 10 indicateurs environnementaux (Changement climatique, Consommation d'énergie non renouvelable, Epuisement des ressources, Oxydation photochimique, etc ...).

La filiale LACROIX OCEAN INDIEN, basée sur l'île de la Réunion a obtenu le niveau 2 de la démarche 1.2.3 environnement et se prépare à la certification ISO14001 (niveau 3)

Par ailleurs, dans le respect de la réglementation, l'analyse du risque foudre a été menée sur le site de Saint-Herblain et la démarche va se poursuivre par une **étude technique** et l'installation des équipements de protection. Une **étude d'impact** a également été réalisée.

Une **étude pour confiner les eaux d'extinction incendie** du site de Saint-Herblain est aussi programmée. Mise en place de 2 piézomètres et surveillance des eaux souterraines.

Les campagnes de sensibilisation environnementale menées sur l'exercice 2011 concernaient les thématiques suivantes :

- nouvelle organisation de tri des déchets
- indicateur sur les rebuts métalliques
- nouvelle filière de recyclage des peintures en poudre
- arrêt de la station de traitement
- intervenir en cas de déversement / incendie

Enfin, les engagements pris en matière de développement durable ont été les suivants :

Sur la dimension environnementale :

- Politique d'impression

Septembre 2011

- Réduction de la consommation électrique de 7%
- Pistes d'éco-conception
- Substitution du Cr VI

Sur la dimension Sociale :

- Certification OHSAS 18001 par étapes

Activité de rotomoulage

Au cours de l'exercice écoulé, les actions menées par la Société SAAM, basée à Saint Eloy les Mines (63) ont été les suivantes :

- Installation de compteur de gaz sur les 3 machines de rotomoulage afin de pouvoir suivre leur consommation individuelle et mesure le résultat des optimisations des cycles de fabrication.
- Changement de 50% des tôles translucides de la toiture de l'atelier de moulage afin d'améliorer l'éclairage naturel
- Mise en production d'une gamme de produits qui permet d'utiliser 100% des déchets de polyéthylène produits.
- Remplacement du générateur d'air chaud de chauffage de l'atelier de moulage par un équipement neuf moins énergivore

8.2 Branche Télégestion

La Société LACROIX SOFREL, dont l'activité consiste en la conception et la commercialisation des produits qui gèrent et automatisent à distance des systèmes de gestion d'eau et d'air pour l'industrie, n'est pas concernée par la politique environnementale.

8.3 Branche Electronique

L'exercice 2010-2011 a été marqué par la préparation intensive de la certification ISO 14001 sur le site Tunisien. La branche Electronique vise ainsi dès janvier 2012 l'obtention de cette certification ISO14001 sur l'ensemble des 4 sites (France-Pologne- Allemagne-Tunisie).

Nous maintenons le cap dans le déploiement du Lean Manufacturing sur tous les sites pour réduire toutes les formes de gaspillage avec un focus particulier sur les rebuts et la revalorisation des déchets.

Nous avons continué les projets engagés l'an dernier pour la réduction du poids des emballages en utilisant des matériaux cartons et plastiques moins lourds.

En 2011, au-delà du respect de la réglementation sur chaque site, de nouveaux projets ont été concrétisés pour réduire notre impact sur l'environnement. En particulier, nous avons engagé une réflexion sur la diminution de notre empreinte carbone :

- Lancement du projet "paperless" : Remplacement progressif de la documentation papier diffusée dans nos usines par la consultation des dossiers sur des écrans déployés sur les postes de travail. La réduction de la consommation de papier est ainsi associée à l'amélioration de la fiabilité des données. Nous avons prévu un déploiement progressif sur tous nos sites sur une période de 3 ans.

Septembre 2011

- Réduction de la consommation énergétique (électricité) en France par la mise en place d'un réseau d'eau glacé commun à toutes nos étuves qui a permis de réduire le nombre de compresseurs nécessaires. Cette solution de refroidissement est particulièrement intéressante pour optimiser nos consommations d'énergie dans un contexte de forte augmentation des introductions de nouveaux produits avec process complexes.
- Changement des habitudes pour limiter les impressions inutiles de documents et changement des matériels par des photocopieurs récents pour diminuer les consommations d'encre et optimiser les impressions.
- Promotion du covoiturage par la mise en place d'une organisation interne avec affichages des offres et des demandes

9 Informations concernant les mandataires sociaux

9.1 Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance

Aucun mandat de membre du Conseil de surveillance n'arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale.

En application des dispositions de la loi 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des Conseils, nous vous proposons de nommer en qualité de nouveau membre, Madame Marie-Reine BEDOUIN, pour une période de trois exercices prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au cours de l'année 2014.

9.2 Rémunération et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément à l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice clos le 30 septembre 2011, aux mandataires sociaux, par la Société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du code de commerce.

Septembre 2011

Directoire

Selon les recommandations AFEP / MEDEF, les rémunérations versées aux membres du Directoire au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social :

	Exercice 2011	Exercice 2010
Yves KROTOFF		
Président du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	241 173	241 377
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Jacques GABOURY		
Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	182 787	155 949
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Pascal ROUCHET		
Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	176 788	172 047
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Vincent BEDOUIN		
Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	172 917	161 501
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Nicolas BEDOUIN		
Membre du Directoire		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	73 830	71 936
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		

Septembre 2011

Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Yves KROTOFF Président du directoire	Exercice 2011		Exercice 2010	
	dus	versés	dus	versés
Rémunération fixe	130 000	130 000	130 000	130 000
Rémunération variable	100 000	100 000	100 000	80 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	11 173	11 173	11 377	11 377
Total	241 173	241 173	241 377	221 377
Jacques GABOURY Membre du directoire			dus	versés
Rémunération fixe	112 120	111 864	110 561	110 543
Rémunération variable	65 000	40 000	40 000	15 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	5 667	5 636	5 388	5 388
Total	182 787	157 500	155 949	130 931
Pascal ROUCHET Membre du directoire			dus	versés
Rémunération fixe	141 741	141 741	138 500	138 500
Rémunération variable	31 500	31 500	30 000	35 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	3 547	3 547	3 547	3 547
Total	176 788	176 788	172 047	177 047
Vincent BEDOUIN Membre du directoire			dus	versés
Rémunération fixe	98 400	119 500	97 750	113 050
Rémunération variable	70 000	60 000	60 000	
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	4 517	4 517	3 751	3 658
Total	172 917	184 017	161 501	116 708
Nicolas BEDOUIN Membre du directoire			dus	versés
Rémunération fixe	59 700	72 700	54 806	62 808
Rémunération variable	12 000	10 000	15 000	3 500
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	2 130	2 130	2 130	2 130
Total	73 830	84 830	71 936	68 438

L'information relative aux montants dus fait référence aux montants provisionnés au titre de l'exercice à la différence des montants versés qui indiquent la part variable octroyée au titre de l'exercice précédent.

Jetons de présence

Les membres du Directoire n'ont pas perçu de jetons de présence au cours de l'exercice.

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux membres du Directoire au cours de l'exercice écoulé.

Septembre 2011

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice

Il n'a pas été levé d'options de souscription ou d'achat au cours de l'exercice par les dirigeants mandataires sociaux.

Actions de performance attribuées et disponibles

La Société n'a pas attribué d'actions de performance au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'au cours des exercices précédents.

Informations sur les rémunérations versées aux membres du Directoire de la Société (article L 225-102-1 du Code de commerce).

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Total
Yves KROTOFF	Président du Directoire	Président	130 000	100 000	11 173	35 317	276 490
Jacques GABOURY	Membre du Directoire	Directeur activité Télégestion	111 864	40 000	5 636	27 905	185 405
Pascal ROUCHET	Membre du Directoire	Directeur activité Signalisation	141 741	31 500	3 547	33 986	210 774
Vincent BEDOUIN	Membre du Directoire	Directeur activité Electronique	119 500	60 000	4 517	19 934	203 951
Nicolas BEDOUIN	Membre du Directoire	Directeur financier	72 700	10 000	2 130	1 188	86 018

Nous vous précisons que la Société a pris un engagement au bénéfice du Président du Directoire. Il s'agit du versement d'une indemnité, en cas de non renouvellement ou de révocation de Monsieur Yves KROTOFF de son mandat de Président du Directoire. Cette indemnité est fixée à un montant correspondant à la rémunération brute totale (fixe et variable) perçue par Monsieur KROTOFF au cours des dix-huit derniers mois de l'exercice de son mandat.

Conseil de surveillance

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Jetons de présence	Total
Jean-Paul BEDOUIN	Président du conseil de surveillance	Président	104 000		9 540		5 000	118 540
Pierre TIERS	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000
Pascal JANOT	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000
Hugues MEILI	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000

Nous vous précisons qu'aucun membre du Conseil de surveillance n'est attributaire de stock-options.

9.3 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, nous vous présentons ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société.

Directoire

Nom	Mandat	Société
Yves KROTOFF	Président du Directoire Président Président Gérant Gérant Gérant	LACROIX SA SAS LACROIX ELECTRONICS SAS LACROIX SOFREL SCI LTI SUD EST SARL LACROIX IV LACROIX ELECTRONICS TUNISIE
Pascal ROUCHET	Membre du Directoire Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Président Gérant Gérant Administrateur unique	LACROIX SA SAS LACROIX SIGNALISATION SAS LACROIX OCEAN INDIEN SAS LACROIX TRAFIC SAS SAAM SAS KANGOUROU IDF SAS KANGOUROU Nord Pas de Calais SAS KANGOUROU AQUITAINE SAS KANGOUROU PACA SAS KANGOUROU OUEST SAS KANGOUROU EST SAS KANGOUROU RHONE ALPES SAS KANGOUROU SUD OUEST SAS KANGOUROU NORMANDIE SARL LACROIX CITY SARL LACROIX III NORTE INDUSTRIAL (Espagne)
Jacques GABOURY	Membre du Directoire Directeur Général	LACROIX SA SAS LACROIX SOFREL
Vincent BEDOUIN	Membre du Directoire Directeur Général Président Gérant	LACROIX SA SAS LACROIX ELECTRONICS SAS LACROIX ELECTRONICS SOLUTIONS LACROIX ELECTRONICS GmbH (Allemagne)
Nicolas BEDOUIN	Membre du Directoire	LACROIX SA

Conseil de surveillance

Jean-Paul BEDOUIN	Président du Conseil de surveillance	LACROIX SA
	Président	SAS VINILA INVESTISSEMENTS
	Gérant	SCI EMERAUDE DEVELOPPEMENT
Pierre TIERS	-Membre du Conseil de surveillance	LACROIX SA
	-Membre du Directoire	CM CIC CAPITAL FINANCE
	-Représentant permanent	CM CIC INVESTISSEMENT
	Personne morale Gérant de la SCI VILLA CAMUS	
	-Représentant permanent	EFSA
	Personne morale administrateur de la société	CM CIC SECURITIES
	-Représentant permanent	CM CIC INVESTISSEMENT
	Personne morale administrateur de la société	POITOU CHARENTE EXPANSION SAS
	- Représentant permanent	CM CIC INVESTISSEMENT
	Personne morale administrateur de la société	Pays de Loire Développement SAS
- Représentant permanent	CM CIC INVESTISSEMENT	
Personne morale administrateur de l'association	NAPF	
Pascal JANOT	Membre du Conseil de surveillance	LACROIX SA
	Président	SYSTOVI SAS
Hugues MEILI	Membre du Conseil de surveillance	LACROIX SA
	Président et Directeur Général	NIJI SA
	Président	KURMI-SOFTWARE SAS
	Président	BORDILLA SAS

10 Mandats des Commissaires aux comptes

Aucun mandat de Commissaires aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale.

11 Affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver l'affectation du bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5 969 685 euros
A la Réserve Légale	298 484 euros
Solde	5 671 201 euros
Auquel s'ajoute	
Le Report à Nouveau antérieur	579 717 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	6 250 918 euros
A titre de dividendes aux actionnaires Soit 0.50 euros par action	1 883 280 euros
Le solde	4 367 638 euros

Pour un montant de 4 millions d'euros au compte "Autres Réserves" qui s'élève ainsi à la somme de 24 000 000 euros et pour un montant de 367 638 euros au compte "Report à Nouveau" qui s'élève ainsi à la somme de 367 638 euros. Etant entendu que ce montant sera majoré de la fraction des dividendes correspondant aux actions détenues par la Société dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres.

Nous vous informons, conformément aux dispositions de l'article 117 quater nouveau du Code général des impôts, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui perçoivent des revenus éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts peuvent opter pour leur assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire de 21 %. Les conditions d'exercice et limites de cette option leur sont exposés.

Nous vous informons, conformément aux dispositions de l'article 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, qu'ils soient soumis au prélèvement forfaitaire libératoire ou imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu, seront désormais prélevés à la source ; ils devront être versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Le paiement des dividendes sera effectué le 13 avril 2012.

Il résulte de cette affectation un montant de capitaux propres s'élevant à la somme de 54 685 408 euros, avant fraction du dividende des actions propres détenues par la Société.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par action	Dividende global *
2007 - 2008	3 766 560	0.60	2 259 936
2008 - 2009	3 766 560	0.30	1 129 968
2009 - 2010	3 766 560	0.55	2 071 608

*Montant incluant le dividende des actions propres détenues par la Société.

12 Jetons de présence

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale du 18 mars 2009 a fixé à 20 000 euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs jusqu'à une nouvelle décision de l'Assemblée.

Nous vous proposons de ne pas modifier le montant alloué au titre des jetons de présence.

13 Informations relatives aux opérations sur titre

Conformément à l'article L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous informons qu'aucune opération réalisée par les mandataires sociaux de LACROIX SA sur le titre de la Société n'a été portée à notre connaissance au titre de l'exercice.

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	2006 / 2007	2007 / 2008	2008 / 2009	2009 / 2010	2010 / 2011
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
- Capital social	12 500 000	12 500 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
- Nombre des actions ordinaires existantes	1 255 520	3 766 560	3 766 560	3 766 560	3 766 560
- Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
- Nombre maximal d'actions futures à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
- Chiffre d'affaires hors taxes	1 217 704	1 211 498	1 080 121	1 149 740	1 116 049
- Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 397 588	5 447 858	3 121 646	3 015 886	2 989 523
- Impôts sur les bénéfices	134 509	99 549	-1 120 677	-2 566 737	-2 449 157
- Participation des salariés due au titre de l'exercice	5 000	10 000			
- Résultat après impôts , participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 241 388	5 216 274	633 577	5 041 649	5 969 685
- Résultat distribué (1)	2 887 696	2 259 936	1 129 968	2 071 608*	1 883 280
RESULTATS PAR ACTION					
- Résultat après impôts, participation des salariés , mais avant dotations aux amortissements et provisions	2.71	1.45	0.83	0.80	1.44
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2.58	1.38	0.17	1.34	1.58
- Dividende attribué à chaque action	2.30	0.60	0.30	0.55	0.50*
PERSONNEL					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3	2	2	2	3
- Montant de la masse salariale de l'exercice	328 008	367 879	396 238	404 757	382 221
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales....)	238 088	202 120	174 778	198 148	193 088

* Projet d'affectation de résultat pour l'exercice 2010/2011

**ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE**

**ATTESTATION DU RESPONSABLE
ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER**

**Etablie en application des articles 222-3 et 222-4 du Règlement Général
de l'Autorité des Marchés Financiers**

**Monsieur Yves KROTOFF
Président du Directoire**

Atteste

« A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Yves KROTOFF



RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES
ANNUELS ET CONSOLIDES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2011, sur :

- ◆ le contrôle des comptes annuels de la société LACROIX S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ◆ la justification de nos appréciations ;
- ◆ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

.../...

.../...

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note 3.2.3 de l'annexe relative aux titres de participation présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

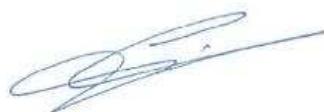
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES, le 16 janvier 2012

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL – A.R.C.

ERNST & YOUNG ET AUTRES



Sébastien CAILLAUD
Associé



Philippe FOURQUET
Associé

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL
52, rue Jacques-Yves-Cocosteau
Bâtiment B
B.P. 743
85018 La Roche-sur-Yon Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG et Autres
3, rue Emile-Masson
44019 Nantes Cedex 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Lacroix S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Lacroix S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill selon les modalités décrites dans les notes 6.4.4 et 8.1 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Les provisions inscrites au bilan et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont détaillés dans les notes 6.5.11 et 8.12 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par votre groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses et des modalités retenues pour la détermination de ces provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

La Roche-sur-Yon et Nantes, le 16 janvier 2012

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL

ERNST & YOUNG et Autres



Sébastien Caillaud



Philippe Fourquet